

BIRMANIE : DES BONZES EN POLITIQUE

Renaud Egreteau*

Des moines birmans ont été à la pointe du combat non-violent contre la dictature durant les manifestations de septembre. Ils ont ainsi renoué avec une longue tradition chez les religieux du pays. Cet engagement en politique ne fait pourtant pas l'unanimité dans la communauté monastique.

Que la communauté bouddhiste (le *Sangha*) ait été l'un des éléments moteurs des manifestations contre la vie chère qui ont secoué la Birmanie en septembre dernier n'est pas surprenant. Dans un pays profondément imprégné de la doctrine du « Petit Véhicule », les religieux birmans, qui le plus souvent ne sont bonzes que pendant quelques mois ou années de leur vie, ont toujours constitué une élite religieuse vénérée par la population et crainte du pouvoir. Pour autant, l'ensemble du monde monastique n'a jamais été intégré dans une structure hiérarchique clairement définie. Ni uni dans son rapport au politique.

Lorsque les colonisateurs britanniques renversèrent en 1886 la monarchie birmane, traditionnelle protectrice du *Sangha*, celui-ci se posa progressivement en véritable force d'opposition. En réaction à l'instauration d'un système colonial qui facilitait la pénétration dans le pays de missionnaires chrétiens en même temps que l'immigration d'une main d'œuvre indienne hindoue et musulmane, la communauté bouddhiste devint l'un des fers de lance du nationalisme birman. Matrice de ce mouvement anti-colonial, la *Young Men Buddhist Association* (YMBA) fut



créée à Rangoun en 1906 afin de promouvoir un renouveau des valeurs bouddhistes au sein de la société birmane. Deux bonzes (*pongyis*) se distinguèrent en apportant à ce mouvement intellectuel et religieux un caractère véritablement politique : U Ottama et U Wisara (qui décéda dans les geôles britanniques à la suite d'une grève de la faim dénonçant les exactions des autorités coloniales) ont été les premiers à systématiquement utiliser le bouddhisme comme outil de contestation non-violente du pouvoir colonial.

Au lendemain de l'indépendance en 1948, le bouddhisme a conservé son rôle de premier plan tout devenant l'une des sources essentielles de légitimation de l'Etat. U Nu, fervent religieux et Premier ministre de la Birmanie parlementaire (1948-58 et 1960-62) chercha même à l'imposer comme religion d'Etat, n'y renonçant en 1961 que face à l'explosion des insurrections armées de minorités ethniques chrétiennes (Karens, Kachins, Chins...).

Sans en faire la religion officielle, le régime militaire du général Ne Win qui renversa U Nu en mars 1962 approfondit cette récupération idéologique du bouddhisme pour justifier ses politiques xénophobes qui provoquèrent l'exil de milliers de Chinois et Indiens musulmans ou hindous au cours des années 1960. Néanmoins, la communauté des moines dénonça rapidement les dérives autoritaires du fantasque Ne Win qui s'était attaché à contrôler les monastères en encadrant leur hiérarchie, leur mode de recrutement et leurs finances. Reprenant une stratégie d'opposition non-violente, les bonzes birmans furent ainsi avec les mouvements estudiantins à la tête de l'opposition au régime ne winien (1962-88).

Au cours de l'année 1988, le *Sangha* mena une nouvelle fois la fronde face à l'ancien régime décadent, puis à la nouvelle junte qui lui succéda par le coup d'état du 18 septembre. Victimes au même titre que les étudiants et activistes pro-démocratiques de la vague répressive qui se poursuivit pendant deux ans, les bonzes payèrent d'un lourd tribut leur engagement politique. Depuis, le régime militaire s'est appliqué à effacer les traces de cette répression sanglante : offrandes, réparation de pagodes, soutien financier aux monastères et prosternations médiatiques de généraux devant de vénérables bonzes ont été au cœur de la stratégie de la junte, qui s'affirme profondément bouddhiste et cherche à retrouver le même rôle de protecteur du *Sangha* que les rois birmans possédaient avant l'époque coloniale. Parallèlement, elle a poursuivi au cours des années 1990 son encadrement des activités des monastères, soudoyant la hiérarchie du haut-clergé, infiltrant une communauté de plus en plus muselée. Et créant un haut conseil réunissant les moines les plus prestigieux pour tenter de discipliner le *Sangha*.

Mais après quinze ans de retrait de la scène politique, le *Sangha* est brusquement redevenu porteur d'un élan de contestation à la faveur des manifestations des mois d'août et septembre 2007. Impulsé par les jeunes novices, tout aussi affectés par la hausse des prix que la

population dont ils dépendent chaque jour pour leur aumône, ce mouvement aux motivations d'abord économiques et sociales a pris un tournant politique. Certains « vénérables » l'ont encouragé en laissant leurs jeunes élèves quitter le monastère, mais force est de constater que la majorité des établissements religieux s'est tenue à l'écart. En outre, le mouvement a été promptement maté par les autorités militaires, peu enclines à voir de nouveau se développer la seule force d'opposition plus populaire que l'Armée elle-même.

La rapidité et la redoutable efficacité de la répression attestent des craintes du régime qui a ainsi tué dans l'œuf cette « vague safran ». De la façon dont réagira à moyen terme la population birmane, certes choquée par les violences à l'encontre des bonzes, mais surtout traumatisée par des années de dictature silencieuse et de plus en plus résignée face à l'impuissance de la communauté internationale, dépendra l'évolution d'une protestation encore inconcevable il y a quelques mois.

***Docteur de l'IEP de Paris, est Post-Doctorant rattaché au CERI-Sciences Po.**